



Westminster & City News

NUMÉRO 19

Du 10 au 16 mai 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La croissance du PIB atteint 0,5 % au T1 2019, soutenue par les plans de préparation au Brexit – L'économie britannique a dépassé les attentes après un T4 2018 à 0,2 %. La production manufacturière (+2,2 %) a bénéficié de la constitution de stocks d'entreprises britanniques et européennes qui se préparaient au no deal. Côté dépenses, la consommation des ménages a fortement contribué à la croissance, soutenue par la bonne progression des salaires réels. En dépit des incertitudes liées au Brexit, l'investissement des entreprises a rebondi à 0,5 % au T1 mais reste à un niveau relativement faible. Ce phénomène peut s'expliquer par (i) la nécessité croissante de mise à niveau du capital productif qui a été constamment repoussée par les entreprises depuis le référendum et (ii) la pénurie de main d'œuvre. L'investissement public a également soutenu la croissance (+8,1 %) mais il s'agit d'une composante volatile qui ne devrait pas se maintenir au T2. Enfin, la contribution négative du commerce reflète le poids des importations de stocks sur le solde commercial.

Baisse historique du chômage à 3,8 %, une première depuis 1974 – Le taux d'emploi se maintient à 76,1 % (plus haut niveau depuis 1971). Ces chiffres reflètent l'arrivée de 100 000 travailleurs supplémentaires sur le marché du travail britannique au T1 2019, malgré les incertitudes ambiantes. Cette évolution est en partie liée au recul de l'âge du départ à la retraite et la baisse du nombre de femmes déclarant ne pas occuper d'emploi pour s'occuper de leur famille (-254 000 en cinq ans). Aussi, le rebond du nombre de ressortissants de l'UE en emploi au RU au T1 (+107 000) a fait plus que compenser le déclin observé sur toute l'année 2018 (-61 000). Toutefois, certains signes indiquent un ralentissement du resserrement du marché du travail sur le mois de mars : le nombre de travailleurs à temps plein a baissé au profit des autoentrepreneurs. Aussi, les pressions sur les salaires se sont atténuées avec une croissance nominale (hors primes) à 3,2 % au T1, soit 1,3 % en termes réels. La productivité horaire continue de se contracter pour le troisième trimestre consécutif (-0,2 % au T1 en glissement annuel).

Le prix Nobel Angus Deaton lance une revue ambitieuse des inégalités au Royaume-Uni – Il s'agirait de « l'analyse scientifique des inégalités la plus complète jamais entreprise à ce jour » qui s'intéressera aux écarts de richesse, de santé, de pouvoir politique et d'opportunités économiques. Cette étude sur cinq ans, réalisée en partenariat avec l'*Institut for Fiscal Studies* (un think tank économique de référence) et financée par la *Nuffield Foundation* (une organisation philanthropique), a pour objectif de déterminer quelles inégalités sont bénéfiques, créant des incitations qui stimulent l'économie, et lesquelles sont néfastes, dérivant de la chance ou du clientélisme, et justifient l'intervention de l'État pour y remédier. En marge de cette annonce, l'IFS a publié un [rapport](#) faisant office d'introduction à la « *IFS Deaton Review* ». Il souligne que seuls les États-Unis auraient dépassé le RU en termes d'inégalités de revenu depuis les années 1980. Le rapport fait également état du plafonnement de l'espérance de vie au RU avec un taux de mortalité croissant chez les hommes d'âge moyen à faible revenu.

Le niveau d'activité en Irlande du Nord est au plus bas depuis le T4 2012 – L'économie d'Irlande du Nord s'est détériorée en avril, les carnets de commande et l'emploi [affichant](#) leur plus fort taux de recul depuis le T4 2012 ; l'activité s'est contractée pour le deuxième mois consécutif et l'emploi pour le quatrième. Le Brexit et l'absence d'exécutif en Irlande du Nord depuis janvier 2017 sont cités comme les facteurs ayant eu l'impact le plus significatif.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Les importations de biens en volume augmentent de 11 % au T1 – Selon l'[ONS](#), cette variation s'explique par l'augmentation des stocks des entreprises britanniques, qui se sont préparées à une éventuelle sortie sans accord au 31 mars 2019 (*cf. supra*). De façon plus surprenante, cette hausse a principalement été tirée par les importations depuis les pays tiers, qui ont crû de 14 % au T1, alors que les importations depuis l'UE n'ont augmenté que de 9 %. Il est probable que les entreprises britanniques aient cherché à se prémunir de la perte des tarifs préférentiels dont elles bénéficient dans le cadre des accords de libre-échange de l'UE. À l'inverse, la hausse des exportations de biens a été plus forte pour les exportations vers l'UE (8 %) que pour les exportations vers les pays tiers (2 %), ce qui montre que les entreprises européennes ont également augmenté leurs stocks. Le solde du RU pour les échanges de biens et services a diminué de 9 Md£ à 43 Md£ au T1, en raison notamment d'une baisse de 5 % des exportations de services qui a plus que compensé la diminution de 3 % des importations (prix courants).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La BoE dévoile sa vision de la réglementation financière post-Brexit – Le Sous-gouverneur de la BoE Sam Woods a [décrit](#) les six principes qui doivent sous-tendre le *style* de la réglementation future des services financiers post-Brexit. Une réglementation financière efficace doit reposer sur des normes prudentielles solides assurant la continuité des services financiers essentiels à la stabilité financière, sur une collaboration internationale avec des partenaires respectant des règles de contrôle et de gouvernance équivalentes, sur la promotion d'une meilleure concurrence grâce à des obligations réglementaires proportionnées et adaptées au volume d'activité des entreprises, sur la cohérence de la réglementation entre les secteurs et sur la responsabilisation d'un régulateur réellement indépendant devant assurer la stabilité financière. S. Woods confirme les interventions récentes d'A. Bailey, directeur de la FCA, en soulignant que la réglementation britannique ne sera ni moins-disante vis-à-vis de l'UE-27 ni plus exigeante vis-à-vis des partenaires internationaux, et conservera son caractère pragmatique.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Des investisseurs appellent le gouvernement à émettre des obligations souveraines vertes – *Columbia Threadneedle*, fonds d'investissement de 352 Md£, a écrit à John Glen, secrétaire d'État aux Services financiers et à Michael Gove, ministre de l'Environnement, les encourageant à émettre des obligations vertes afin de montrer la prise en compte des risques climatiques. *Insight Investment*, deuxième gestionnaire de fonds britannique en termes d'actifs (648 Md£ principalement pour des fonds de pension) s'est fait l'écho de cette demande en soulignant le décalage entre des besoins importants en obligations vertes et une offre encore trop limitée. Le gouvernement a tout récemment approuvé une motion sur l'état d'urgence environnemental et climatique qui se veut une réponse aux protestations des activistes d'*Extinction Rebellion*. Le comité d'audit environnemental du Parlement avait déjà [relevé](#) l'intérêt pour le gouvernement d'émettre des obligations vertes. L'ancienne responsable finance verte de chez Barclays, R-M Thomas, a été nommée directrice du *Green Finance Institute* qui sera lancé en juillet.

La refonte du code de bonne conduite britannique provoque un débat sur les obligations des actionnaires – La première édition du *stewardship code* de 2010 listait les règles des relations entre actionnaires et entreprises. Le succès de l'initiative a conduit une vingtaine de pays à adopter leur propre code, rendant les dispositions obsolètes. La FCA et le *Financial Reporting Council* (FRC) ont soumis à [consultation](#) en janvier 2019 un nouveau projet de code. Les acteurs privés le jugent globalement trop prescriptif. Le gouvernement britannique souhaiterait que ce nouveau code soit plus contraignant au niveau des responsabilités des gestionnaires de fonds et des investisseurs.

La PRA met en garde les assureurs britanniques contre leurs modèles inadéquats – Lors d'une conférence organisée par l'*Association of British Insurers*, le responsable de la surveillance des assureurs de la PRA, David Rule, [a émis des doutes](#) sur les modèles internes utilisés par certains grands assureurs britanniques. D. Rule a notamment jugé que les besoins en fonds propres générés par les modèles internes sont souvent inadéquats, et a annoncé vouloir porter une attention particulière à l'évolution de ces modèles. En parallèle, la FCA cherche à sanctionner trois entreprises d'investissements et leurs dirigeants pour avoir incité 2 000 personnes à convertir un total de 76 M£ d'assurances-vie en produits à hauts risques.

Les plaintes pour fraude et escroquerie bancaires ont atteint un niveau record en 2018-19 – Selon le *Financial Ombudsman Service* (FOS), 12 000 plaintes pour [fraude et escroquerie](#) bancaires ont été déposées sur l'exercice écoulé, représentant une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente. Les escroqueries « *push-payment* », incitant les utilisateurs à autoriser des transferts d'argent en ligne illicitement, sont un des types de fraude croissant le plus rapidement. Le volume total de plaintes reçues par le FOS concernant des prestataires de services financiers est également en augmentation, avec 338 000 plaintes reçues en 2018-19 (+ 14 %). Les plaintes concernant les prêts sur salaires (« *payday loans* ») ont augmenté de 130 % en 2018-19, notamment en raison de l'effondrement de Wonga, le plus grand prêteur de crédit à la consommation britannique.

Le Treasury Select Committee réitère l'importance de l'accès aux services financiers – Un [nouveau rapport](#) du *Treasury Select Committee*, souligne que l'accès aux services financiers pour la population est une question d'une importance fondamentale pour le bon fonctionnement de l'économie. Le rapport examine en détail les fermetures de succursales de grandes banques et leurs conséquences sur les populations vulnérables, souvent dépendantes aux espèces. Pour y répondre, le *Treasury Select Committee* demande à ce que soit mise en place une obligation de transparence afin que les banques justifient les fermetures d'agences, et fait appel au gouvernement pour prendre des mesures contraignantes afin que les banques maintiennent leurs réseaux. Le rapport propose également des pistes pour garantir l'accès aux services financiers, comme la mutualisation des personnels de différentes banques ou le partage des fonctionnalités entre banques.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le gouvernement précise les contours de sa réforme des centres villes – Le gouvernement a réitéré son soutien à la transformation, via des nouveaux « permis de développement », de locaux commerciaux en nouveaux logements résidentiels dans une [réponse](#) à une consultation sur la [révision](#) du *National Planning Policy Framework* visant à revitaliser les petits commerces des centres villes et à construire de nouveaux logements. Le gouvernement a en outre confirmé sa volonté de permettre aux autorités locales qui voudraient céder des terrains à un prix inférieur au montant qu'elles pourraient « raisonnablement » en tirer sans avoir besoin de d'obtenir l'aval du ministre de l'économie comme c'est le cas aujourd'hui.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Laura Guenancia, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 16 mai 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T1 2019)		0,5%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		1,9%	2,1%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	-0,1%	2,1%
	Consommation	1,9%	2,4%
	Dépenses publiques	0,6%	0,4%
	Exportations (B&S)	-0,3%	2,6%
	Importations (B&S)	3,0%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,7%	1,3%
	Secteur de la construction	1,1%	4,0%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,6%	0,6%
	Ventes au détail	3,5%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,4%
Taux d'emploi		76,1%	75,2%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,2	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,0%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,0%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,3%	0,5%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,8%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,2%	-2,1%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-2,0%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-4,2%	-4,3%
Balance des B&S		-2,1%	-1,4%
Balance des biens		-7,0%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,15	1,15
	GBP/USD	1,30	1,32

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.